

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19128 - 74ÈME ANNÉE

À l'appel de l'intersyndicale : manifestations unitaires hier à Saint-Denis et à Saint-Pierre

« Résistance à la politique de régression du gouvernement Macron » !



Hier, à l'appel de l'Intersyndicale CGTR-CFDT-CFTC-FO-UNSA-FSU-Solidaires-UNEF, des milliers de personnes ont participé à la journée de grève et d'action organisée à Saint-Denis et à Saint-Pierre. Au cœur de cette journée de lutte unitaire, travailleurs en activité et au chômage, des secteurs public et privé, étudiants, retraités ont crié en chœur leur « refus de la politique ultra-libérale et de régression sociale du président Macron et de son gouvernement », leur exigence de l'ouverture « d'un vrai dialogue social » pour « la mise en place d'une vraie politique de développement pour La Réunion ». A l'unisson de l'Intersyndicale, la rue a prévenu que la journée d'hier ne constituait qu'une étape dans une mobilisation appelée à s'amplifier.

« Ce gouvernement s'est engagé dans une attaque inouïe de notre modèle social en poursuivant sa politique de démolition des acquis dans tous les domaines : retraites, jeunesse, emploi, logement, impôts, santé, pouvoir d'achat... Nous n'avons, donc, pas d'autre choix que d'accentuer la mobilisation pour résister et lutter, tous ensemble ! » :

C'est, en ces termes, que Jacques Bhugon, le représentant de la CGTR a ouvert son allocution hier, dans les jardins de la Préfecture, point de chute d'un rassemblement et d'un défilé débuté au petit marché, haut lieu de rassemblement des luttes d'antan, dénommé alors, « Cour Basile ».

Une journée de lutte placée sous le signe de l'unité syndicale avec des salariés issus en effet des différentes organisations représentées dans une Intersyndicale fondée sur un leit-motiv : « le refus de la politique de régression sociale menée par Macron, Philippe et le gouvernement au détriment de l'immense majorité des personnes les plus vulnérables simplement pour satisfaire les intérêts d'une minorité », selon les termes du représentant de la CFDT. Un rejet populaire des mesures gouvernementales confirmé, par les slogans portés et scandés haut et fort par les participants. Une quasi unanimité populaire anti-gouvernementale soutenue et appuyée par les « morceaux » extraits du répertoire de la chanson locale, dont l'incontournable et plus que jamais d'actualité chant du groupe Na Essayé qui, à lui seul résumait le sentiment d'exaspération de la rue et dont les paroles chocs ont été reprises en chœur par les participants qui défilaient à proximité du camion sono « Soit disant, une Justice pour tous ! » « Dialog ! Dialog ! Arèt èk zot lipokrizi ».

Dès neuf heures, les participants sont arrivés au lieu du rendez-vous : salariés du public et du pri-

vé, jeunes en activité, étudiants et/ou au chômage, retraités se sont retrouvés soudés au sein d'un cortège, estimé selon les organisateurs à 2.500 personnes, qui a commencé à s'ébranler, une heure après. Un défilé ouvert par l'UNEF, suivie de la CFDT, CFTC, CGTR, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA, SAIPER et refermé par LFI. Direction : la rue du Maréchal Leclerc, puis rue de Paris et, enfin place de la Préfecture. Un itinéraire ponctué de slogans, de chants et de prises de paroles spontanées de manifestants pour réaffirmer leur rejet de la politique gouvernementale menée et des mesures à venir mais également de leur détermination à poursuivre la lutte : « T'écraser ou



lutter ? » « Donn kréol travay » ! « Sans vous, rien ne sera fait » ! « Pas d'autre choix que la lutte » , « Macron : Régression » ! sont quelques uns des slogans qui émergeaient du cortège.

« Gramoun lontan té di : kan zot na in nafèr su lo kèr, fo pa gardé, fo dévidé. Alor, konm mi nana in nafèr su lo kèr, konm zot tout mi lé sir, ben, ma di inn ti mot. Nou nana in président lé pa là di tou èk lé p'tit. Dopli la arivé, li la zamé rien fé pou lé plis pov, lé plis vulnérab, lé jeunes, les retraités. O kontrèr. Or, kosa do moun la bezoin pou bien viv ? Sé kwa lo gran sousi zordi ? Ben sé larzan ! Bann pov lé plis an plis pov, travayèr i apovri a zot osi, lo président i okip rienk lo

bann riches, sa situation i peu plus duré. I fo li antann nout voi », a déclaré, a déclaré, Daniel Nododus de la CGTR Auto-Moto avant de s'adresser directement au président : « Nou vé pa out politik diskriminatoire. Nou vé in vré politik dévlopman pou nout péi, nout jeunesse » et de lui lancer cet avertissement : « Anasnm nou va tienbo. Ansanm, nou larg pa é nou va kontinué lité ziska ou fini par antann a nou ».

Un avertissement qui allait être repris en chœur par les membres de l'Intersyndicale, à l'unisson de Jacques Bhugon de la CGTR, qui se sont succédé au micro, devant la Préfecture. « Résistance » ! a scandé le représentant de la CFTC qui a

crié haut et fort le refus populaire des « mesures d'austérité » préconisées par le gouvernement : « Nou lé la zordi, kosté ansanm. E domin, kosté ansanm, nou va kontinué lo komba » a-t-il prévenu. Des propos appuyés par les différents orateurs qui allaient lui succéder : CFDT, FO, UNSA, SOLIDAIRES, représentants de l'Intersyndicale mais également des autres organisations présentes telles que le SAIPER et la France Insoumise à travers leurs banderoles et slogans.

Hier, à Saint-Denis et à Saint-Pierre, la rue a crié haut et fort « son rejet de la politique ultra libérale de Macron, Philippe et de leur gouvernement » et sa détermination à « lutter pour obtenir un vrai dialogue social pour développer notre pays, tous ensemble ».

Une mobilisation qui sera amenée à s'amplifier encore. Dans le journal télévisé d'hier soir de Réunion Première, Max Banon (CGTR Sud) a en effet indiqué que des rencontres ont eu lieu avec des associations et partis politiques afin de donner une suite encore plus large au mouvement intersyndical.

Droit des Réunionnais à travailler à La Réunion

Réunionnais pas compétents pour être cadres à La Réunion ? Demande d'explications au Préfet

Suite à l'article de «Témoignages» de lundi sur la participation d'entreprises implantées à La Réunion au Salon de l'emploi à Paris la semaine dernière, en vue d'y recruter des cadres pour La Réunion, une vague d'indignations a dénoncé cette conséquence du système en place dans notre île. Cela a amené le député Jean-Hugues Ratenon à demander, hier mardi, des explications au Préfet de La Réunion.

Lors de la manifestation de l'Intersyndicale, Jean-Hugues Ratenon a salué l'article publié la veille dans «Témoignages» donnant un large écho à une initiative de plusieurs entreprises implantées à La Réunion. Ces sociétés ont participé au Salon de l'emploi à Paris, afin de recruter là-bas des cadres pour travailler à La Réunion.

La publication de cet article a donné lieu à de nombreuses réactions de Réunionnais indignés, dénonçant la politique de l'emploi à La Réunion. En effet, le système ne permet pas aux Réunionnais de pouvoir valoriser les sacrifices qu'ils ont dû faire pour obtenir un haut niveau de formation afin d'être capables d'occuper des postes dans l'encadrement. De plus, des Réunionnais émigrés en France ont fait part de leurs difficultés à tenter de revenir dans leur île quand ils postulent dans des entreprises implantées à La Réunion.

Présent dans la manifestation de l'intersyndicale hier, Jean-Hugues Ratenon a salué l'article de «Témoignages», indiquant qu'il lui a

inspiré une action.

Après le défilé des syndicats, il s'est rendu à 14 heures à la préfecture pour demander des explications. «Le représentant de l'État m'a fait savoir qu'il n'était pas au courant de cette manifestation et qu'il ne l'a découverte qu'à la réception de mon courrier», indique le député, «il m'a précisé que si c'est une opération des acteurs privés, il ne pouvait rien faire ; en revanche s'il s'avère que le SMA y a participé il y a en effet un problème».

«S'il se confirme que des filiales de grandes entreprises nationales installées à la Réunion et le SMA sont allés recruter des cadres en métropole : ce serait une insulte aux Réunionnais et notamment pour ceux qui sont diplômés», a-t-il conclu.

Emplois et entreprises concernées

Rappelons que la liste des postes proposés par ces entreprises à Paris en vue d'un emploi à La

Réunion : acheteur adjoint, responsable de magasin, aide déclarant, analyste prix, approvisionneur, assistant transit, chargé de recrutement, chef de projet e-commerce, chef de projet ERP, chef de projet MOA retail, comptable, contrôleur de gestion, cost-killer, déclarant en douane, directeur commercial, directeur logistique, responsable de magasin, responsable exploitation sec, responsable exploitation transit, responsable supply chain, secrétaire générale, superviseur.

Voici aussi la liste des entreprises venues à Paris pour recruter pour l'outre-mer et notamment à La Réunion, avec le soutien de la FEDOM, pour ces métiers : Randstad, Leader Price, Thiriet, Naturalia, Groupe Bernard Hayot, Leclerc.

Par ailleurs, le site de l'organisation du Salon de Paris précise que le SMA participait à cette opération pour recruter des formateurs professionnels.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Mobilisation contre la casse sociale du gouvernement

Le PCR aux côtés de l'Intersyndicale

Des délégations du Parti communiste réunionnais ont apporté le soutien du PCR aux syndicats à Saint-Pierre et à Saint-Denis.

Le Parti Communiste Réunionnais était présent à la manifestation de Saint-Pierre pour soutenir les syndicats avec une forte délégation. Plusieurs Sections du PCR — depuis Le Port jusqu'au Tampon — étaient représentées autour du président du Parti, Élie Hoarau. Et selon lui, «cette mobilisation est vraiment un succès. Cela fait la démonstration du mécontentement profond de la population à propos de la politique du gouvernement». Élie Hoarau souligne également que «c'est de cette manière qu'on tiendra en échec la politique néolibérale du pouvoir actuel, qui va à l'encontre des intérêts de l'ensemble du peuple réunionnais».

À Saint-Denis, une délégation conduite par Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire du PCR aux relations internationales, rassemblait



Une forte délégation du PCR présente à la manifestation de Saint-Pierre, avec notamment son président, Élie Hoarau.

des militants venus des sections Nadine Damour, Johnny Bacary-du Nord et de l'Est parmi lesquels Lagrange et Ginette Sinapin. se trouvaient Gilles Leperlier,



À Saint-Denis, des militants du PCR avec Ary Yée Chong Tchi Kan, Ginette Sinapin et Nadine Damour.

Saint-Denis et Saint-Pierre

Succès de la mobilisation en images



A Saint-Denis et à Saint-Pierre, unité d'action dans une large Intersyndicale.



Un article de Salim Lamrani paru dans l'Humanité : « La plus belle cause de l'Humanité : la contribution de Cuba à la libération de l'Afrique et à la lutte contre l'Apartheid » -1-

Soutien à l'indépendance de l'Algérie

Depuis l'avènement de la Révolution en 1959, Cuba a fait de la solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation un pilier de sa politique étrangère. Dès les premiers instants, en dépit de l'hostilité des Etats-Unis et des innombrables difficultés internes liées au processus de transformation sociale, Fidel Castro a converti Cuba en une terre d'asile pour tous les groupes révolutionnaires et mouvements de libération nationale d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Cuba a joué un rôle majeur dans les différents processus de libération nationale en Afrique, en offrant aide et ressources.

En l'espace de trente ans, près d'un demi-million de Cubains, femmes et hommes, ont participé aux guerres anticoloniales en Afrique, faisant de la petite île de la Caraïbe l'égal des grandes puissances. Quelles raisons ont motivé La Havane, assiégée par Washington, pour soutenir un engagement d'une telle ampleur à plus de 10 000 kilomètres de son territoire national ? Comment l'action cubaine a-t-elle changé le destin des pays de l'Afrique australe et contribué de manière décisive à la chute du régime raciste de Pretoria ? Pourquoi Nelson Mandela a-t-il réservé sa première visite hors d'Afrique à la Cuba de Fidel Castro ?

Cuba a d'abord soutenu l'Algérie dans sa lutte anticoloniale contre la France et a contribué à préserver son indépendance conquise en 1962. Par la suite, La Havane a répondu favorablement à la demande d'aide faite par le mouvement Lumumbiste du Congo belge, tout en contribuant, entre autres, aux épopées indépendantistes de la Guinée Bissau, du Cap Vert et en défendant la souveraineté de l'Éthiopie. Enfin, Cuba a apporté un concours décisif pour préserver l'indépendance de l'Angola suite à l'agression du régime suprématiste de Pretoria, sonnait ainsi le glas de l'Apartheid et ou-

vrant la voie à l'indépendance des nations de l'Afrique australe.

Le premier pays africain à bénéficier de l'internationalisme cubain fut l'Algérie. Les Cubains avaient suivi un grand intérêt la lutte des indépendantistes du Front de Libération nationale (FLN) contre le colonialisme français. Dès 1961, le gouvernement de Fidel Castro établit les premiers contacts avec la direction du FLN, principale force politique algérienne dans le combat contre l'oppression coloniale. Ainsi, le 27 juin 1961, Cuba fut le seul pays de l'Hémisphère occidental à reconnaître le gouvernement algérien en exil.

La Havane ne se contenta pas d'exprimer son soutien politique à la lutte pour la liberté. Dès janvier 1962, Cuba décida de fournir une aide matérielle et militaire aux révolutionnaires algériens qui menaient une lutte depuis 1954. Les autorités cubaines expédièrent une cargaison de 1 500 armes par bateau à destination du camp du FLN à Oujda, près de la frontière algérienne. Le navire « Bahía de Nipe » rentra à Cuba avec 78 maquisards algériens blessés et 20 enfants réfugiés, pour la plupart orphelins de guerre.

Ainsi, malgré un contexte géopolitique extrêmement complexe, face à l'hostilité croissante des Etats-

Unis qui avaient imposé des sanctions économiques, organisé l'invasion de la Baie des Cochons et qui multipliaient les attentats terroristes à travers l'île, Fidel Castro n'hésita pas à mettre en danger la relation de Cuba avec la France du Général de Gaulle, au nom du principe de solidarité internationaliste avec les peuples en lutte pour leur émancipation.

L'Algérie n'oublia pas cette expression de solidarité de la part de La Havane. En octobre 1962, après avoir réalisé une visite officielle aux Etats-Unis, Ahmed Ben Bella choisit de se rendre directement à La Havane depuis Washington, malgré les avertissements de Kennedy. Fidel Castro exprima sa gratitude le 16 octobre 1962 en présence du Premier ministre algérien :

« Venir à Cuba quand le riche et puissant empire yankee redouble d'hostilité et de haine à notre égard [...], venir à Cuba quand les impérialistes yankees menacent également d'attaquer notre pays [...], est, Monsieur le Premier ministre, un acte de courage et de résolution [...] et un geste d'amitié que nous n'oublierons jamais. C'est également un acte qui honore la nation algérienne aux yeux des peuples du monde. »

L'Algérie eut rapidement besoin du concours de Cuba. En septembre 1963, le Maroc du roi Hassan II décida de profiter de la faiblesse du nouvel Etat indépendant depuis le 5 juillet 1962 pour lancer une conquête territoriale, s'emparant de la zone frontalière algérienne riche en ressources naturelles. Affaiblie par huit années de guerre qui avaient ravagé le pays, l'Algérie ne disposait pas d'une structure de défense organisée ni des armes nécessaires pour protéger son intégrité territoriale. Ahmed Ben Bella sollicita alors l'aide urgente de Cuba pour faire face à cette agression armée et préserver l'indépendance du pays. En octobre 1962, le gouvernement de La Havane dépêcha une division blindée et près de 700 combattants dirigés par le commandant Efijenio Ameijeras, disposant des armements soviétiques les plus modernes.

Face à ce déploiement de forces, le Maroc fut contraint de signer un cessez-le feu le 30 octobre 1963 et d'abandonner les territoires occupés quelques semaines plus tard, sans même que les troupes cubaines aient eu à combattre. A la fin de sa première mission internationaliste, Cuba offrit l'intégralité des armements à l'Algérie et forma l'armée locale à son utilisation. Cuba paya le prix de sa solidarité active avec l'Algérie. En effet, Rabat décida de rompre ses relations diplomatiques avec La Havane, lesquelles ne seraient rétablies qu'en 2017.

Aide médicale

L'aide cubaine à l'Algérie n'a pas été uniquement politique, matérielle et militaire. Elle a également été d'ordre médical. En effet, le pays était confronté à une grave crise sanitaire suite au départ de la plupart des médecins français, avec seulement 200 médecins pour 4 millions d'habitants. Ainsi, l'Algérie avait obtenu en mai 1963 le soutien d'une brigade médicale de 55 professionnels de la santé. Cuba se trouvait pourtant face à une situation nationale extrêmement sévère. En effet, en plus de la grave crise sanitaire qui frappait l'ensemble de la population cubaine en 1959 dans une île qui ne comptait que 6 000 médecins pour 6 millions d'habitants, près de la moitié du personnel cubain avait choisi d'émigrer vers les Etats-Unis dans les premiers mois de l'année 1959, attirés par de meilleures opportunités professionnelles. En dépit des difficultés sérieuses auxquelles faisait face Cuba et de l'exode du personnel de santé, La Havane offrit son aide médicale à l'Algérie.

Le Front de Libération nationale rappelle que « dès les premières heures de son indépendance, l'Algérie trouvera en Cuba un appui de taille dans ses efforts de reconstruction nationale, notamment dans le domaine de la santé. » A ce jour, plusieurs dizaines de médecins cubains et autre personnel de santé travaillent dans les différentes régions de l'Algérie.

Pour toutes ces raisons, Abdelaziz Bouteflika, Président de la République algérienne, décréta huit jours de deuil national suite au décès de Fidel Castro le 25 novembre 2016. Dans son message de condoléances au peuple cubain, il exprima la gratitude de l'Algérie pour le soutien indéfectible de La Havane :

« C'est aussi une grande perte pour le peuple algérien qui entretient une relation particulière avec El Commandante, faite de respect, d'admiration et d'affection mutuels. Une relation qui trouve aussi sa singularité dans le partage de quelques pages de l'histoire de la glorieuse lutte de Libération nationale et dans lesquelles El Lider Maximo avait joué un rôle de premier plan aux côtés du peuple algérien. Ce compagnonnage de lutte trouvera son prolongement après l'accession de l'Algérie à l'indépendance et se manifesta par une solidarité et un soutien à la reconstruction de notre pays ruiné par une guerre coloniale dévastatrice. [...] Je salue en lui un authentique défenseur des valeurs de paix, de respect de la souveraineté nationale et de son combat intransigeant en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

La mission internationaliste cubaine en Algérie serait la première d'une longue série qui verrait La Havane apporter son concours au Congo, à la Guinée Bissau et au Cap-Vert et à l'Ethiopie.

In kozman pou la rout

« Sak lé pa bon pou zoi, lé pa bon pou kanar non pli »

Zot i koné sirman kozman-la, sansa zot i koné sète i di konmsa : « Sak lé bon pou zoi lé bon pou kanar galman. ». Mi koné pa si i vé dir lo mèm zafèr pou vréman mé an touléka néna, konm k'i diré, in l'èr d'famiy, soman vi k'nou la pran lo manyèr nou la ékri an-o la, alon anparl ali, é si ni doi anparl l'ot nou va oir apré. Mé, a bie kalkilé, la pa bézoin ou lé bien instruyé pou konprann in n'afèr konmsa . Pou moin, sa i vé dir sinplomàn : alé pa fé in n'ot sak ou i yèmré pa i fé aou. Alé ! Moin lé sir zot néna do koi rofléshi la dsi dann z'ot prop vi épi dann la vi demoun zot i koné. Donk, mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipetadyé !

Oté

Doulèr bann zanfan La Kreuz : kashyète amoin so pasé bann moun bien i vé pa oir !

In moun bien i rogrète la mète in moniman zilo zis l'androi bann rédèr i sava débarké. In moniman pou bann zanfan La Kreuz. I parsà lé riskab korsh z'ot zyé.

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dopi l'éternité, néna lontan ou la pa parti Zilo ? Ou la pa trouv arien la jène out vu la-ba ? Non ! Ebin, moin va dir aou kékshoz la jenn amoin é pliské jéné siouplé pars ankor in foi i mète lo doi dsi bann koté noir nout listoir. A moins ké ou, ou lé kontan avèk sa ou, amoins ké ou pèrsonèl épi z'ot parti rouj-de-fon i trouv bien kan i krétik La Frans... Kosa mi anparl ? Mi anparl lo moniman pou bann zanfan La Kreuz. Foutor d'in sor, sak lé déyèr nou lé dèryèr nou é nou la pa bézoin anparl sa toultan. Arète èk sa foutor d'in sor ! Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, in kozman konmsa vénan dé ou lé pa pou étone amoin mé sak lé domaz sé ké néna d'ot ké ou, é sirman pli inportan ké ou l'aprè bate z'ot mové lang dési moniman la mète laba Zilo pou bann zanfan la Kreuz.

Zanfan rényoné déporté laba dann péi la fré, zanfan séparé d'zot famiy, zanfan robotizé, Zanfan tronpé sa i fé pa zot arien sa. Sa i kont pa sa ! I fo pa anparl sa ! Mèm in moniman i pé pa fé pou zot-amoins ké téi vé bour sa dann in trou parla demoun i oi pa ? La vérité nout listoir i fo pa anparl sa ! Kashyète amoin so pasé bann moun bien i vé pa voir !

A ! Sa i korsh z'ot zyé ! Sa sé in soufrans pou zot ! Bin la soufrans bann marmaye déporté sa i kont pa sa ? Poitan la soufrans sé z'ot soufrans. Sé zot zanfan zété. Sé zot zanfan déporté é sak i vé gnor sa i gnor, mé nou rényoné ni pé pa gnor sa ditou. In rogré : nou la pa gingn anpéshé. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin